

## Syrie : vers la guerre civile ?

Depuis maintenant plusieurs mois, le régime de Bachar El Assad s'accroche au pouvoir en plantant ses griffes dans les entrailles de son propre peuple.

La « communauté internationale » bute sur le problème syrien à cause du double veto sino-russe qui empêche toute intervention d'une force onusienne comme cela avait été le cas en Libye.

Et pendant que le régime continue sa répression méthodique, l'opposition peine à se rassembler en un front unique.

Le Parti socialiste condamne les bombardements et le veto russo-chinois. Il appelle à une médiation onusienne qui impliquerait également la Ligue arabe.

Les désertions multiples vont donner naissance à une armée rebelle qui comme en Libye pourrait certes renverser, à un prix très élevé, le régime, sans pour autant aider à assurer une transition démocratique durable car cela signifie également la prolifération des armes.

Le massacre en cours à Homs rappelle le carnage de Hama, d'ailleurs à quelques dizaines de kilomètres, il y a trente ans, loin des caméras où 30 000 personnes avaient perdu la vie dans une répression contre les Frères musulmans qui avait duré 27 jours.

C'est dire que la répression perpétrée par Bachar El Assad n'est pas un acte isolé. C'est une récidive de la part d'un homme qui a reçu la tyrannie en héritage.

La Syrie n'a pour ainsi dire jamais connu de régime démocratique durable depuis qu'elle a accédé à l'indépendance en 1946. La succession de coups d'Etats militaires s'est arrêtée quand Hafez El Assad a pris le pouvoir avant de le léguer à son fils et comme cela se produit souvent dans les dynasties.

La crise syrienne est aussi l'expression, la plus violente, de la transition du nationalisme arabe. Le socialisme arabe, l'idéologie qui a donné naissance au panarabisme dans les années 50 et 60, avait été théorisé en Syrie puis en Egypte. Mais c'était surtout un nationalisme étatiste, proche de l'URSS.

Le baasisme ne pouvait survivre car sa mission historique, l'unification des Arabes, a échoué et qu'il était génétiquement autoritaire. En somme, lui aussi n'a réussi qu'une chose : le nationalisme arabe dans un seul pays. La question de l'alternative était posée depuis de nombreuses années, mais la faiblesse d'une opposition divisée.

Le démantèlement de l'URSS a érodé la coloration «soviétique»

ouvrant la voie à une voix islamiste, autrefois réprimée, désormais en situation de conquête.

C'est d'ailleurs cette expansion d'un islam politique qui inquiète Moscou dont l'« étranger proche » est aux confins de cette zone qui va de la Turquie à l'Iran et qui justifie la position russe, animée par un nationalisme qui se nourrit de l'hostilité à l'islam qui se manifeste parfois jusque dans des ratonnades à Saint-Petersbourg contre les ressortissants des anciennes républiques d'Asie centrale.

Et maintenant ? Comme le disent les animateurs de la Déclaration de Damas : « *La tyrannie exercée par le régime syrien pendant ces dernières décennies est exceptionnelle. A travers son système de sécurité et sa politique discriminatoire, il est parvenu à déchirer le tissu national syrien. Il a renforcé les inégalités internes. Il a semé et ancré la culture de la peur dans l'esprit du peuple syrien. Le peuple syrien, son indépendance acquise, a été l'un des pionniers de la construction d'un modèle national démocratique. Les Syriens sont aujourd'hui capables de rattraper le temps perdu et de réaliser le changement national démocratique dans leur pays.* »

Le régime fait tout pour pousser les militaires qui ont déserté à l'affrontement. Le spectre de la guerre civile pour se maintenir au pouvoir ?

Pourtant les moyens de sortie de crise existent : « *Les forces d'opposition ne seront en mesure de retrouver leur rôle effectif qu'en remettant en question leurs méthodes, leurs programmes et leurs mécanismes d'action dans la société, et qu'en œuvrant à renouer les liens avec les générations montantes. L'évolution du mouvement social doit donner naissance à de nouvelles forces politiques en harmonie avec les changements en cours dans la région.* »

Sarkozy comme a son habitude a piraté une initiative venue d'ailleurs en « piquant » au Qatar l'idée d'une ligue des amis de la Syrie. Récupération malheureuse qui démontre une fois encore l'arrogance des Occidentaux alors qu'il s'agissait une fois de plus d'engager un processus multilatéral impliquant aussi bien la Ligue arabe que les puissances occidentales.

La « Communauté internationale » a besoin de son Chemin de Damas pour comprendre très vite l'urgence de la situation. Dans le rapport de force international, le rôle de la France n'est pas de diviser un front possible face au duopôle sino-russe, mais d'en garantir l'unité pour qu'Arabes et Occidentaux trouvent ensemble le chemin de la démocratie par la paix.

**Jean-Christophe Cambadélis**

# EUROPE

## ***Le triomphe de la banalisation de l'antisémitisme en Europe***

Il y a un peu plus de soixante-dix ans (20 janvier 1942), les fonctionnaires allemands se réunissaient dans un centre de conférence sur les rives du lac Wannsee juste à côté de Berlin. Ils y ont discuté, pris des notes et mis au point des mécanismes détaillés pour exterminer les Juifs d'Europe. La Shoah par balles avait déjà commencé en Europe de l'Est, alors que la Wehrmacht roulait à travers la Pologne, les Etats baltes, la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine, où la plus infâme des tueries à coups de pistolets, fusils et mitraillettes avait ravagé la ville de Kiev, dans le grand ravin de Babi Yar.

Seulement, bien des soldats allemands n'aimaient pas tuer les Juifs et le processus demandait trop de temps et trop de balles. C'est alors qu'au bord du lac Wannsee l'idée d'exterminer la communauté juive européenne est devenue industrielle, mettant toutes les ressources de l'Etat allemand, ses compétences en ingénierie, produits chimiques et transport, au service d'un génocide d'une portée historique inégalée.

Quand elle vit la tête de fonctionnaire médiocre et presque chauve d'Adolf Eichmann lors de son procès vingt ans plus tard, Hannah Arendt parla de la «banalité du mal». Le grand antisémite était juste une personne comme une autre. Heureusement, les Juifs ne sont plus aujourd'hui accablés par des atrocités d'une telle ampleur et seront protégés de l'extermination de leur peuple aussi longtemps qu'Israël existera.

Pourtant, le problème de l'antisémitisme n'a pas été éradiqué. L'Europe est passée de la banalité du mal à la banalisation de l'antisémitisme. Il est de nos jours possible de célébrer l'hitlérisme, de minimiser l'importance de l'Holocauste ou bien de faire des remarques sur les juifs que l'on n'oserait jamais prononcer à l'égard des musulmans ou des afro-antillais en Europe.

En Angleterre, deux stars du football font face à des accusations de la Police pour avoir tenu des propos racistes vis-à-vis d'adversaires de couleur de peau différente dans l'excitation d'un match. Cependant, aucune mesure n'a été prise par les autorités britanniques à l'encontre des deux députés britanniques qui, fin 2011, ont gravement offensé la communauté juive. Le premier, un conservateur de 32 ans, s'est rendu dans les Alpes françaises avec des copains de classe de l'Université d'Oxford pour fêter un enterrement de vie de garçon qui s'est tourné en véritable hommage au nazisme. Le groupe a été surpris en train d'imiter des officiers SS – le célibataire étant vêtu d'un costume SS loué par le député lui-même – et de porter un toast « à l'idéologie du 3e Reich » ? Plus tard, le groupe s'est même mis à scander « Mein Führer ! Mein Führer ! Mein Führer !? », « Himmler ! Himmler ! Himmler !? » et « Eichmann ! Eichmann ! Eichmann !? » Cette célébration des architectes de l'Holocauste a eu lieu tout près d'Albertville, là où les juifs français avaient été raflés pour être déportés à Auschwitz.

Le second député britannique, cette fois un travailliste âgé de 77 ans, s'est opposé à la nomination d'un des jeunes diplomates les plus talentueux du Royaume-Uni au poste d'Ambassadeur en Israël. La raison ? L'ambassadeur est juif. Le député a en effet déclaré à une Commission de la Chambre des Communes

qu'il était inapproprié pour un Juif d'être ambassadeur en Israël. La Grande-Bretagne a besoin de «quelqu'un avec des racines au Royaume-Uni qui (ne peut pas) être accusé d'avoir la loyauté juive», a-t-il expliqué.

L'automne dernier, des étudiants de l'association des Conservateurs de l'Université d'Oxford – le berceau des futurs premiers ministres tels que David Cameron – ont organisé un événement lors duquel un jeune a chanté cette chanson sur l'air du célèbre chant de Noël Jingle Bells («Vive le Vent») : « *Nous nous précipitons vers le Troisième Reich/Dans une Mercedes noire/Pour tuer tous les youpins* »

Puis, en terminant par un «Ra Ta Ta Ta», il imita des tirs de mitraillette fauchant tous les Juifs.

Plus tôt dans l'année, à l'Université de St Andrews – où le prince William a rencontré sa future épouse, Kate Middleton – deux étudiants ont fait irruption dans la chambre d'un étudiant juif en échange, originaire de New York. Ils l'ont accusé d'être un «terroriste nazi». L'un deux urina dans son évier et s'essuya les mains sur une bannière de l'Etoile de David que le jeune Américain avait accroché à son mur.

Les députés et les étudiants jurent tous qu'ils ne sont pas antisémites. Ils ne vendent pas de poupées en bois au nez-crochu pour se moquer des Juifs, comme l'on en trouvait le mois dernier au marché de Noël de Cracovie en Pologne. Ils ne taguent pas les cimetières ou les monuments juifs avec des croix gammées, comme cela arrive de plus en plus en France, en Pologne ou en Lituanie. Ils ne vont pas aussi loin que le dramaturge et écrivain hongrois, Istvan Csurka, qui a expliqué que les problèmes de la Hongrie provenaient de l'axe «New York-Tel Aviv-Budapest» et qui a publié une photo d'un des présidents de la banque centrale hongroise avec une grande étoile jaune. Ils ne partagent pas non plus les points de vue des élus au parlement européen du Jobbik, du Front National ou du Parti National Britannique (BNP) sur les Juifs et la Shoah.

Pourtant, ils contribuent à la dévaluation ou à la minimisation du problème de l'antisémitisme au XXIe siècle. Les Juifs européens ne sont pas confrontés aux mêmes périls que dans les années 1930, bien qu'Israël soit menacé par les pulsions exterminatrices de l'Iran et la conquête des islamistes intégristes du pouvoir en Egypte.

La banalisation de l'antisémitisme est aujourd'hui la contribution de l'Europe à l'idéologie d'intolérance et de haine qui s'installe peu à peu dans tous les recoins du monde.

Tribune de Denis MacShane publiée dans *Le Monde* daté du 2 février 2012.

## ***Autriche : Strache et les valse brunes***

Les récents propos de Heinz-Christian Strache, le chef du FPÖ lèvent les ambiguïtés sur la réalité de l'extrême droite en Autriche. En effet, Strache, face à la protestation à l'égard du bal des corporations estudiantines auquel a participé Marine Le Pen, a comparé l'extrême droite aux juifs persécutés. C'est à propos de ce bal que Jean-Marie Le Pen a déclaré « *c'était du Strauss sans Kahn* », une formule dont celui qui avait déclaré « *Durafour crématore* » a le secret...

Le traditionnel bal du Wiener Korporationsring (WKR), auquel participait notamment Heinz-Christian Strache et Marine Le Pen avait lieu cette année à la même date que la commémoration de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz ; ce qui avait donné lieu à une contre-manifestation des organisations de gauche, des Verts et de mouvements de la société civile rassemblant 4 000 personnes.

Selon le quotidien autrichien *Der Standard*, Strache a comparé l'évènement à « la Nuit de cristal », proclamant, par allusion à la contre-manifestation : « *Nous sommes les nouveaux juifs.* »

Ces bals sont un rendez-vous annuels pour les cercles pangermanistes et nationalistes autrichiens. On y accueille chaleureusement les négationnistes.

En 1987, une association réunissant plusieurs de ces organisations étudiantes avait ainsi proposé Rudolf Hess, le successeur désigné de Hitler comme candidat au prix Nobel de la Paix.

## **Espagne : Rubalcaba, nouveau secrétaire général du PSOE**

Le 38e congrès fédéral du PSOE s'est déroulé à Séville le week-end du 3 février, pour la première fois hors de Madrid. Manuel Valls et Pascal Brice y représentaient le Parti socialiste français.

L'ancien premier ministre, José Luis Zapatero y a défendu son bilan, malgré la pire défaite essuyée par le PSOE. 91% de militants ont approuvé son discours et son bilan.

Tout en mettant la crise espagnole sur le compte d'une conjoncture internationale, Zapatero a rappelé ses réformes : une loi sur l'avortement - que la droite au pouvoir voudrait remettre en cause, l'autorisation du mariage homosexuel, la loi de lutte contre les violences faites aux femmes, le renoncement au terrorisme des séparatistes basques de l'ETA et la création d'un ministère à l'égalité des sexes.

Le successeur, de Zapatero, Alfredo Pérez Rubalcaba, originaire de Cantabrie, âgé de 60 ans, ancien vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a remporté le vote avec 22 voix d'avance sur la catalane Carme Chacón, 40 ans, ancienne ministre de la Défense qui se présentait comme la candidate de la refondation.

Chimiste de formation et de métier, Rubalcaba, dirigeait déjà le PSOE lors de la bataille électorale en novembre dernier. Il avait été ministre sous Gonzalez et dès cette époque, il était partisan d'une ligne dure sur le dossier basque.

Rubalcaba avait présenté sa candidature depuis le siège du syndicat UGT en décembre 2011. Comme sa rivale, il est pour une ouverture du parti socialiste sur la société et des primaires pour désigner les candidats.

Le premier défi de Rubalcaba sera de conserver le contrôle de l'Andalousie, région qui connaît un fort taux de chômage lors du scrutin du 25 mars.

Son élection de justesse soulève des inquiétudes concernant les divisions internes au PSOE et Zapatero a appelé vendredi à soutenir le vainqueur, quel qu'il soit, dans sa mission de reconstruction du parti.

Elena Valenciano, ancienne députée européenne, secrétaire internationale et directrice de campagne de Rubalcaba sera la numéro 2 du parti. Elle continuera d'assurer les relations avec les partis frères au PSE et à l'Internationale socialiste.

Juan Moscoso, ancien challenger de Rubalcaba sera en charge de l'Union européenne.

## **AFRIQUE**

### **Pour une alternative plus démocratique au Sénégal : Appel à des élections transparentes !**

En amont de l'élection présidentielle sénégalaise du 26 février 2012, une délégation de la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes (FEPS) et du Global Progressive Forum (GPF) - comprenant des chercheurs et des élus -, se rendra à Dakar pour appuyer les relations entre l'Union européenne et le Sénégal et soutenir la démocratie.

Le Sénégal doit être fier de sa démocratie et de sa stabilité, parfois si précaire ailleurs sur le continent africain. Le Sénégal peut être fier de son peuple, de sa culture et surtout de son attachement aux valeurs universelles.

La décision du vendredi 27 janvier 2012 de la Cour constitutionnelle du Sénégal, confirmée lundi 30 janvier, concernant la validation des candidatures pour les élections présidentielles fin février est donc alarmante et constitue une menace sérieuse pour la démocratie du pays.

La Constitution sénégalaise de 1963 a été changée en 2008 : elle n'autorise que deux mandats successifs pour le Président. Or, Abdoulaye Wade, l'actuel président veut faire comprendre aux Sénégalais que son premier mandat de 2000 à 2007 ne peut pas être comptabilisé puisque son élection s'est déroulée dans le cadre de l'ancienne constitution ! Par connivence, la Cour constitutionnelle a suivi cette interprétation et approuvé la candidature d'Abdoulaye Wade pour un troisième mandat présidentiel !

Cette décision a mis le feu aux poudres d'une population jeune. Des émeutes ont éclaté pour contester la nouvelle candidature du président-sortant et, par opposition, la non-validation de la candidature du chanteur Youssou N'Dour pour manque des signatures valables de soutien quand treize autres candidatures telle que celle du leader socialiste Ousmane Tanor Dieng et différents ex-premiers ministres ont été validés.

Que l'on conteste ou non la partialité des membres du Conseil constitutionnel, que l'on s'étonne ou non du profil du candidat Youssou N'Dour, que l'on discute ou non de la possibilité officielle du Président sortant de briguer un troisième mandat consécutif, tout ceux-ci n'est rien comparé à la démocratie, si chère aux Sénégalais, qui est souillée ici par cette décision.

Le Sénégal est depuis son indépendance en 1960 un des rares exemples de démocratie en Afrique. Les trois présidents Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf et aussi Abdoulaye Wade, en 2000,

montraient au monde entier le contraire du cliché trop souvent attribué aux nations africaines : dictature, corruption et mauvaise gouvernance.

Pour mémoire, l'actuel président s'est battu longtemps pour arriver au pouvoir. Il a perdu plusieurs scrutins présidentiels (1978, 1983, 1988 et 1993) mais, finalement, l'a remporté en 2000 puis a été réélu en 2007. Aujourd'hui, en imposant sa candidature, il prend le risque de mettre en péril la démocratie.

Ces dernières années, le Sénégal a atteint un taux de corruption intolérable et un enrichissement odieux et ignoble de certains membres de la classe politique au pouvoir, foulant l'esprit et le contenu de la Constitution. Plus personne n'ignore aujourd'hui les pratiques des présidents-monarques, quel que soient leurs pays et leurs continents. Nous savons également comment se terminent les fins de règnes : népotisme, clientélisme et corruption précèdent la chute du régime. Les autocrates et notamment leurs entourages n'ont qu'un seul intérêt : défendre leur pouvoir, le conserver pour échapper à la justice !

Le choix du prochain président doit clairement être celui que le peuple sénégalais aura désigné dans des élections démocratiques où chacun aura l'opportunité de voter et où les voix seront comptées de façon équitable.

La paix, le développement économique et social, le rôle du Sénégal en Afrique et dans le Monde ne doivent pas être cédés au maintien d'un pouvoir quoiqu'il en coûte.

La responsabilité de l'opposition actuelle au pouvoir sortant est de mobiliser les électeurs à aller voter et ne pas simplement se rassembler dans la rue.

Espérons que la démocratie et le suffrage universel gagneront au Sénégal comme sur tout le continent africain !

Ernst Stetter  
Secrétaire Général de la FEPS

## MOYEN-ORIENT

### **Israël : changement à la direction du Meretz**

La députée Zahava Gal-On a remporté une victoire écrasante lors de la primaire pour la direction du Meretz, l'autre parti de la gauche israélienne membre de l'Internationale socialiste et observateur au PSE avec 61 % au cours d'un vote qui a connu une participation extrêmement élevée.

Zahava Gal-On est née en 1956 en Lituanie. Elle vient du mouvement pacifiste et elle a été une dirigeante du mouvement B'Tselem. Elue pour la première fois en 1999, elle est très engagée sur les questions de société.

Elle succède à l'ancien député Haim Oron qui dirigeait ce petit parti populaire chez les intellectuels et lié au mouvement des Indignés. Oron avait toujours dirigé le Meretz (Nouveau Meretz Yachad) depuis sa fondation en 1992.

Le Meretz est traditionnellement plus à gauche que son cousin

travilliste. Mais il a peu de poids électoral aujourd'hui - il n'a plus que trois députés à la Knesset - même s'il est utile pour former des coalitions.

Contrairement aux primaires dans les autres partis israéliens, le vote au Meretz n'a pas été l'occasion d'une foire d'empoigne entre les candidats.

La mission du PS qui devait se rendre en Israël et en Palestine a été reportée suite à la mission menée la semaine dernière par Laurent Fabius dans la région.

## BRÈVES

### **Mona Sahlin et Guy Ryder en lice pour l'OIT**

L'ancienne présidente du Parti social-démocrate suédois, Mona Sahlin a été choisie par le gouvernement suédois pour briguer la présidence de l'Organisation internationale du travail (OIT), ce qui serait une première pour une femme. Elle est actuellement en tournée en Amérique latine.

Les syndicats britanniques soutiennent l'actuel numéro 2 de l'OIT, Guy Ryder, qui fut l'un des artisans et le premier président de la Confédération syndicale internationale pour la succession de Juan Somavia. L'élection doit avoir lieu en mai prochain.

### **Russie : manifestation obligatoire ?**

Près de 200 fonctionnaires se sont plaints à la Chambre civile de Russie d'avoir été forcés à manifester samedi à Moscou en soutien à Vladimir Poutine, a indiqué lundi un membre de la Chambre. « *Nous avons reçu quelque 200 appels d'employés du secteur public, souvent des enseignants ou des postiers, qui ont affirmé avoir été obligés de participer à la manifestation* » pro-Poutine qui a mobilisé samedi 140 000 personnes selon la police, a indiqué Sergueï Volkov, membre de la Chambre civile.

Par ailleurs, la directrice d'un centre d'éducation à Zelenograd (nord de Moscou) Elena Travina a indiqué avoir été contrainte à la démission après avoir dénoncé auprès de ses collègues la pression de sa direction qui lui demandait d'envoyer huit employés de son établissement à la manifestation pro-Poutine.

Selon des témoignages diffusés sur l'internet et d'autres recueillis, de nombreux participants à la manifestation pro-Poutine de samedi sont venus dans des bus appartenant à des sociétés publiques, dont la poste et la compagnie des eaux de Moscou. Vladimir Poutine a lui-même reconnu que de telles pressions existaient mais il a minimisé l'ampleur du phénomène en estimant qu'il s'agissait de faits isolés et en se félicitant de la mobilisation de ses partisans.